

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1895.

XXXIX.

Proposition de M. Frère-Orban pour la revision de l'article 47 de la Constitution.

Des questions que soulève la revision constitutionnelle, la plus importante, comme la plus difficile à résoudre est celle de l'électorat.

En première ligne se présente le suffrage universel pur et simple, sans restriction ni exclusion, réclamé vivement, surtout par ceux qui se considèrent comme les plus habiles à agiter l'esprit des masses.

Ils repoussent même les propositions qui nous ont été soumises et qui refusent le droit de vote à ceux qui seraient atteints par certaines causes d'indignité.

Ils n'admettent pas que l'ignorance, fût-elle absolue, puisse être une cause d'incapacité.

Ils revendiquent le droit de vote comme appartenant à tout homme venant en ce monde.

Plusieurs de ceux mêmes qui essayent de tempérer, en quelque mesure, ce qu'ils nomment toujours le suffrage universel, se réclament néanmoins du même principe.

Ils reconnaissent les vices et les dangers du suffrage universel, mais cherchent à en préserver par des moyens inefficaces ou théoriques; tel serait un sénat représentatif des intérêts dont la formule n'est pas trouvée, la représentation proportionnelle, qui ne saurait rien empêcher dans cet ordre d'idées, ou enfin le referendum populaire, appel du suffrage universel au suffrage universel.

C'est ailleurs que l'on doit chercher des garanties contre un régime dont on reconnaît les côtés périlleux.

Depuis que la revision est à l'ordre du jour, le suffrage universel, loin de faire des prosélytes, a perdu beaucoup de terrain dans le pays. Le spectacle de ce qui se passe chez diverses grandes nations où il est en vigueur, n'est

pas propre à lui assurer des adhérents. Il ne subsiste qu'à l'état d'exception en Europe, et il n'y a pas reçu d'extension malgré l'exemple, ou à cause de l'exemple de ceux qui l'ont accepté. En Hollande, où une nouvelle réforme électorale est en germe, les meilleurs esprits, les hommes les plus libéraux le repoussent. En Prusse, où l'on paraît devoir toucher à la législation électorale par suite d'un remaniement d'impôts, on assure de toutes parts que l'on ne tombera pas dans le suffrage universel, bien qu'il soit pratiqué pour l'élection du Parlement allemand, non pour les communes, où le danger le plus grave et le plus prochain se révélerait. Moins prudents, moins avisés, nous y entrerions d'un seul bond, passant sans transition d'un suffrage restreint au suffrage le plus étendu. Nous n'attendrions pas même que les expériences qui se font sous nos yeux, fussent pleinement accomplies.

Le suffrage universel, quoique pratiqué depuis une époque assez lointaine dans de grands pays qui nous avoisinent, mais n'ayant apparu trop souvent que sous des formes qui entraînaient, par sa coopération et son concours répété, la suppression des libertés publiques, après avoir mis l'ordre en péril, est loin encore et bien loin d'avoir produit tous ses effets. Il commence même une évolution qui coïncide avec une organisation nouvelle et une tendance bien caractérisée des sociétés ouvrières.

Il suffit, pour nous éclairer ici, de rappeler ce que veulent ceux qui revendiquent d'une manière hautaine et menaçante le suffrage universel pur et simple, qui n'est pour eux qu'un moyen de réaliser leurs projets.

La propriété privée, individuelle, doit être abolie. Il faut établir le collectivisme.

« Le sol, les maisons, les usines, les fabriques, les capitaux de toute nature, tous les instruments de travail doivent être remis à la communauté qui en disposera pour le bien de tous par ses délégués.

» Les capitalistes sont des voleurs.

» Ils s'enrichissent aux dépens des ouvriers.

» C'est justice de leur enlever ce qu'ils ont dérobé.

» Lorsque nous serons les maîtres, dit-on, nous ouvrirons les prisons pour en faire sortir les petits voleurs et y faire entrer les grands qui sont les capitalistes, les bourgeois, etc.

» En attendant, il nous faut conquérir la commune pour réaliser nos desseins dans la mesure de ce qui est possible dans ce domaine jusqu'à ce que le pouvoir de légiférer nous appartienne. »

Voilà, en somme, ce qu'on peut lire chaque jour dans la presse du parti socialiste, et entendre fréquemment dans les meetings, sauf dans les moments où, par tactique politique, on met des sourdines aux propos les plus menaçants pour ne rien laisser paraître que l'appel au suffrage universel.

Des personnes un peu trop confiantes et optimistes répondent que les socialistes ne sauraient réaliser leurs projets ou qu'il y faudrait un temps si long, qu'il n'y a guère à s'en préoccuper. Après nous le déluge. Cette assurance est une caution que l'on ne peut accepter. L'histoire enregistre des entreprises de ce genre qui, ne pouvant, il est vrai, subsister, ne se sont accomplies pour un temps qu'au prix de ruines irréparables, des misères les plus douloureuses et d'épouvantables malheurs. D'ailleurs, c'est beaucoup

trop de laisser une telle arme aux mains de ceux qui excitent les passions et les convoitises malsaines, par les promesses et les espérances qu'ils font briller aux yeux des masses, espérances encouragées par les complaisances d'aveugles imprudents qui concèdent que l'on peut du moins faire une part aux doctrines collectivistes. La propriété individuelle est ou elle n'est pas. Ce principe n'admet ni distinction ni transaction. Dire que l'on peut l'entamer un peu, c'est concéder que l'on peut l'abolir entièrement.

Il s'en faut de beaucoup assurément que tous ceux qui veulent le suffrage universel et le réclament, doivent être rangés sous le même drapeau. Il en est un grand nombre qui protestent contre la guerre des classes que le programme collectiviste implique et que l'on entend déchaîner en poursuivant la dépossession de ceux, grands et petits, industriels et commerçants, qui détiennent les capitaux et les instruments de travail. Mais les uns et les autres, ensemble et du même pas, ils marchent à la conquête du suffrage universel aussi ignorant que possible, dont ils espèrent chacun devenir les maîtres.

Si nous envisageons l'état des esprits dans le pays et les conditions respectives de nos partis parlementaires, nous devons reconnaître que le suffrage universel que l'on revendique, instrument d'agitation et de troubles dans nos communes, comme de mauvais gouvernement, n'a aucune chance aujourd'hui d'obtenir une majorité ni dans l'une ni dans l'autre Chambre. Nous ne le repoussons, non pas, suivant le mot qu'on nous attribue, parce que ce serait un saut dans les ténèbres; c'est, au contraire, pour nous un saut en pleine clarté, qui se ferait dans l'impuissance et le désordre.

Le système de l'habitation, dont nous avons maintenant la formule sous les yeux, mais que l'on ne peut dire encore le système du Gouvernement dans la forme où il nous est présenté, ne semble avoir été soumis à la commission par l'honorable M. Beernaert, que parce que le principe sur lequel il repose est le seul qui aurait été admis par les commissions.

Mais, dans la commission de la Chambre, les membres qui l'ont voté l'ont fait sous toutes réserves, sans engagement de le maintenir et comme un vote provisoire. Il résulte de nos dernières délibérations que les membres de la commission n'entendent pas l'opposer comme fin de non-recevoir à toute proposition qui n'admettrait point ce principe, et l'on a vivement insisté pour que j'entre dans l'examen de la question sur laquelle, on l'a déclaré, il n'y a pas de parti pris.

Il est évident, en effet, que devant un obstacle insurmontable on ne pourrait que s'arrêter. J'ai demandé si le Gouvernement partageait ce sentiment, et l'honorable Ministre de l'Intérieur a répondu affirmativement.

Dans ces circonstances, je défère au désir qui a été exprimé par mes collègues en exposant mes idées sur les moyens de résoudre la grave question qui nous divise.

J'ai dit, dans une note dont la Commission a ordonné l'impression, les raisons de mon opposition et celle de mes amis au système de l'habitation. Je n'y reviens pas, pour abrégé. J'ai de sérieuses raisons de croire que pas plus à droite qu'à gauche, il n'a les sympathies bien prononcées de la commission du Sénat. Quoi qu'il en soit de ce point, on doit reconnaître qu'en présence

de l'opposition déclarée et des raisons graves sur lesquelles elle repose, le projet ne saurait réunir à la Chambre la majorité nécessaire.

Reste l'extension aux élections générales de la loi de 1883, applicable, quant à présent, aux élections communales et provinciales seulement.

Je dois rappeler qu'après avoir souvent répété que l'on pourrait encore améliorer et étendre la loi de 1883, et corriger les vices que son application avait pu révéler, j'ajoutais ceci :

« Je me permets de penser que nous devons garder ce que nous avons, non pas que ce soit parfait, non pas que ce soit à l'abri de toute critique, non pas même que l'on ne soit exposé par là à aucun danger ou à des abus ; mais cette loi quadruplerait, quintuplerait bientôt le nombre des électeurs si on la transportait sur le terrain des élections générales, ce qui serait un grand résultat dans les circonstances actuelles. Nous la défendons parce qu'elle existe, parce qu'elle a été éprouvée, parce qu'elle n'a rien compromis, parce qu'elle n'est pas une œuvre de parti, étant une œuvre à laquelle chaque parti a collaboré. Je désire sincèrement que l'on trouve mieux, et j'attends, sur ce point les délibérations des Chambres futures ».

Ces délibérations sont ouvertes depuis longtemps déjà. Que permettent-elles de constater ?

Le mieux n'est pas trouvé ; aucun système ne peut rallier la majorité nécessaire, et je dois reconnaître que, dans les dispositions actuelles, l'idée que j'ai mise en avant, quoique la plus pratique, ne saurait, sans modification, espérer un meilleur succès que les autres.

Si la situation parlementaire ne change pas, nous sommes menacés d'aboutir à un état de choses déplorable. La revision ne pourrait se faire, et le Gouvernement comme les Chambres, majorité et minorité, se montreraient frappés d'impuissance.

Le remède qu'il serait peut-être périlleux, dans les circonstances actuelles, de chercher dans une dissolution, occasion d'agitations et de troubles, pourrait n'être point obtenu par ce moyen, et s'il le donnait, ce serait pour créer une situation politique qui ne serait point sans gravité, puisqu'elle investirait un seul parti du pouvoir absolu d'opérer la revision constitutionnelle.

Tous ceux qui aiment le pays doivent s'efforcer d'éviter de telles extrémités.

Examinons donc d'un esprit libre et dégagé, dans une pensée d'apaisement et de concorde, si nous pouvons tirer une solution de la législation qui est actuellement en vigueur

Elle repose sur deux principes essentiels : l'un, le cens ; l'autre qui déclare que le droit électoral est accessible à tous, à condition de prouver que l'on possède les connaissances qui s'acquièrent à l'école primaire.

Cette condition s'explique, se justifie, est rendue indispensable par l'état de la culture intellectuelle dans le pays.

Il y avait en Belgique, en 1880, date du dernier recensement dont les résultats sont connus, 464,478 citoyens majeurs de 21 ans, soit 30 pour cent,

et 429.609 citoyens majeurs de 25 ans, soit 32 pour cent, ne sachant pas même lire et écrire.

Depuis, la situation s'est quelque peu améliorée par l'accession des classes nouvelles, un peu plus instruites, comme l'indique la proportion des miliciens complètement illettrés qui, de 44 pour cent qu'elle était en 1850, et de 24 pour cent en 1880, est tombée à environ 16 pour cent en 1890 et 1891.

Il semble, en conséquence, que l'on peut admettre que la proportion de 32 pour cent d'illettrés en 1880, doit être actuellement d'environ 30 pour cent des hommes majeurs de 25 ans.

On a dit : s'il y a encore tant d'illettrés, à qui la faute, si ce n'est à ceux qui ont détenu si longtemps le pouvoir et n'ont pas instruit le peuple? Le reproche est injuste et mal fondé. Depuis cinquante ans il y a des écoles dans toutes les communes; les résultats prouvent que l'on a fait successivement des conquêtes sur l'ignorance, et l'on en aurait fait davantage, si l'on n'avait pas empêché l'essor qui avait été imprimé à l'instruction jusqu'à nous combattre dans les rangs progressistes, quand nous voulions la rendre obligatoire. Mais des récriminations ne peuvent servir à rien : le fait est là, et il suffit pour qu'on ne confie pas une mission sociale à qui est incapable de la remplir.

Dans le système de notre loi, l'aptitude à la fonction électorale se présume par le cens, ou se constate, en dehors de tout cens, par la formation de catégories de personnes qui y ont droit par leurs titres scientifiques, leurs diplômes et certificats d'études, les positions qu'elles occupent dans la société, les professions qu'elles exercent, les mandats électoraux et autres qui leur ont été conférés. Il y a place dans les énumérations qui sont faites et de nouvelles qui pourront l'être pour donner l'accès de l'urne à une multitude de citoyens comme à l'élite de nos classes ouvrières.

Enfin, les personnes qui ne se trouvent dans aucune de ces catégories, ont la faculté de se présenter à un examen portant sur les éléments de l'instruction primaire.

Dans ces dernières années, l'assaut a été livré à l'examen par ceux qui veulent le suffrage universel. C'est une conséquence du but qu'ils poursuivent. Ils tiennent plus de compte de ce qu'ils croient être leur intérêt politique ou social que du devoir d'élever le peuple. Ils se réservent de le tenter après.

Il n'est pas jusqu'à l'examen des concours scolaires dont les résultats, très encourageants, ont été signalés récemment à l'attention des Chambres et du pays par le ministre de l'instruction, qui ait réussi à échapper aux attaques, bien que ces concours soient à l'abri des suspensions politiques. A cause des rivalités d'écoles, on y compte beaucoup de vétérans; il en est jusqu'au delà de trois mille, circonstance heureuse au point de vue électoral, puisqu'elle atteste une continuation d'études parmi la jeunesse. On a coutume de dire, en gémissant sur un mal terrible qui dégrade ceux qui en sont atteints : « Qui a bu, boira »; nous pouvons dire, avec des espérances consolantes : Qui a lu, lira. La perspective de prendre rang parmi les citoyens actifs sera un grand et salutaire stimulant.

Dans un pays où l'on ne peut être douanier ou caporal sans avoir fait

preuve, par examen, d'aptitude à ces humbles fonctions; dans un pays où des études sont organisées qui préparent à toutes les carrières, les plus modestes comme les plus élevées de la vie civile ou publique, où tous les emplois publics ou privés se confèrent après examen et concours, on peut s'étonner à bon droit de cette hostilité farouche contre un examen qui permet de reconnaître si l'individu qui l'a subi peut remplir utilement la mission officielle qu'il s'agit de lui confier dans l'intérêt de la société, s'il est en état de comprendre l'acte qu'il doit faire, si, sollicité par l'immense publicité qui se fait autour de lui, il pourra lire et se rendre compte des raisons qui doivent déterminer son choix.

D'autres personnes, il est vrai, que le même mobile n'inspire pas, agissant, au contraire, dans une pensée bienveillante, ont aussi formulé des critiques à l'endroit de l'examen. Les unes, justes, et il serait facile d'y faire droit; les autres confondant le questionnaire qu'il peut être utile d'émonder avec le programme même de l'examen; enfin d'autres critiques, inadmissibles, résultent d'une erreur d'appréciation du but à atteindre.

Il faut d'abord savoir nettement ce que l'on veut. Nous voulons, quant à nous, le plus grand nombre possible d'électeurs aptes à remplir la fonction. Nous voulons que le nombre des incapables soit aussi restreint que possible, et nous attendons que l'on nous démontre qu'une telle prétention est contraire à la raison, à la justice et à l'intérêt public. Veut-on étendre le plus possible le nombre des électeurs quels qu'ils soient en rendant de plus en plus facile l'épreuve à subir? En ce cas, il est inutile de s'ingénier à trouver les moyens de l'abaisser; autant vaut la supprimer.

Dans l'ordre moral comme dans l'ordre politique, rien ou presque rien, c'est la même chose

Veut-on, au contraire, laisser à l'examen un caractère sérieux, pour que l'on sache si celui qui le subit est en état de comprendre la pensée d'autrui, et d'exprimer la sienne, s'il possède les connaissances les plus indispensables pour remplir la mission qu'il s'agit de lui confier, on doit reconnaître alors que le programme — réserve faite du questionnaire — est loin de contenir des exigences déraisonnables et ne sert, comme nous n'avons cessé de le répéter, qu'à empêcher les trop ignorants de passer

Et, en effet, ce n'est évidemment pas trop demander que d'exiger « la connaissance élémentaire de la langue maternelle, c'est-à-dire la connaissance de la lecture et de l'écriture constatées par une dictée, les éléments du calcul et du système métrique que l'on enseigne à l'école primaire et quelques notions élémentaires sur la géographie, l'histoire de la Belgique et les institutions du pays ».

Sans insister sur les difficultés prétendues de l'examen, on a dénoncé des fraudes, des abus, des manigances auxquels il aurait donné lieu. On ne saurait contester qu'une institution de ce genre puisse prêter à des pratiques répréhensibles auxquelles il convient d'obvier; mais, il est certain qu'elles n'ont jamais présenté qu'un caractère local et exceptionnel, et il est non moins certain que, pour étayer leur hostilité, ses adversaires ont inventé une série de procédés supposés usités qu'il serait impossible d'appliquer, et des manœuvres auxquelles font obstacle les dispositions légales en vigueur, ce dont ils

ne paraissent pas se douter. Et il y a ceci de remarquable, si mes renseignements sont exacts, et je crois qu'ils le sont, que jamais un seul pourvoi n'a été fait avec offre de preuve, jamais aucune réclamation officielle n'a été produite et constatée à raison des faits rapportés par la presse hostile aux examens, bien qu'ayant beaucoup de gravité et qu'ils eussent été accomplis en présence de témoins. La vérité est que, dans telle commune ou dans tel canton où les luttes électorales étaient ardentes et passionnées, où les partis avaient fait des efforts considérables pour amener au scrutin le plus grand nombre possible de leurs partisans, ceux qui ont succombé ont accusé leurs adversaires d'avoir triché au jeu.

Au surplus, tout ceci est affaire d'une loi électorale future avec beaucoup d'autres points encore, si les combinaisons que je vais suggérer sont acceptées, et si j'ai insisté sur la base et le programme de l'examen, c'est qu'ils sont une des conditions fondamentales sans lesquelles elles ne sauraient être réalisées.

Je suppose ce point concédé dans les conditions que j'indique, et je dis alors : Pourquoi ne supprimerions-nous pas le cens ?

Les raisons principales, presque uniques, sur lesquelles M. le Ministre vient encore d'insister, qui induiraient à y substituer l'habitation, à savoir les fraudes et les procès auxquels il donne lieu, l'obstacle qu'il oppose à la revision et au remaniement des impôts directs viendraient à tomber. Il n'y aurait plus aucun motif de chercher à le remplacer par le système fondé sur l'habitation qui donnerait lieu d'ailleurs non seulement aux mêmes critiques, mais à d'autres également fondées, et il serait d'autant plus facile d'y renoncer, sans aucun froissement, que le pas que nous franchirions de commun accord le rendrait inutile.

L'abolition du cens résultant de l'impôt ou de la valeur de la propriété serait une concession considérable, faite aux partisans du suffrage universel, et le texte constitutionnel nouveau se rapprocherait autant que possible de leur idéal d'à présent, en consacrant le droit de tous sur la base de l'instruction primaire.

Le parti socialiste serait désarmé; il ne lui resterait plus qu'un cri de ralliement : place à l'ignorance.

Le droit de suffrage serait conservé à tous ceux qui sont aujourd'hui électeurs. Cette mesure, qui ne serait inutile qu'avec le suffrage universel, s'imposerait dans tout autre système de suffrage étendu; elle serait si juste et si légitime en respectant des droits acquis, qu'elle ne paraît pas pouvoir être contestée, et elle est au surplus indispensable pour arriver à la solution que je poursuis.

Je pense même qu'il faudrait réintégrer sur les listes les 17,000 ouvriers qui ont été rayés par l'effet de la loi du 9 août 1889, ou qui y auraient figuré s'ils n'avaient pas été exemptés de la contribution personnelle.

Le cens étant désormais supprimé, le corps des électeurs se recruterait par trois éléments : Les personnes qui se trouveraient dans les catégories déterminées par la loi électorale ; les porteurs de diplômes ou brevets obtenus à la suite d'études supérieures, moyennes ou primaires, notamment dans les concours des divisions supérieures des écoles primaires publiques ou privées et des écoles d'adultes ; les porteurs de certificats de l'examen spécial.

D'après ce qui précède, on voit qu'une nouvelle loi électorale serait à faire pour régler l'étendue et le programme des connaissances requises, la manière de constater les catégories de personnes qui sont présumées les posséder, pour déterminer les cas d'exclusion ou de suspension du droit de vote pour cause d'indignité ou toute autre.

A raison de l'importance et du caractère vraiment constitutionnel des questions à résoudre, et pour donner des garanties aux minorités, nous pensons que cette loi ne doit être établie ni pouvoir être modifiée qu'aux deux tiers des voix dans la Chambre et le Sénat, les deux tiers des membres des Chambres étant présents.

Cette loi, inévitable dans tous les systèmes, plus difficile, plus compliquée si elle devait prendre pour base les propositions qui nous ont été soumises, pourrait suspendre ou retarder indéfiniment l'application de la revision, laissant ainsi ouvertes toutes les questions, inconvénient grave dans les moments que nous traversons.

En adoptant le régime que je conseille, on peut obvier à ce danger, puisque, reposant sur la législation en vigueur pour la province et la commune, il suffit de rendre celle-ci applicable aux élections générales, jusqu'à ce que la nouvelle loi soit votée, et de la sorte, la revision constitutionnelle sur ce point serait définitivement accomplie.

Voici quel serait le texte du nouvel article 47 de la Constitution :

« ART. 47. — La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par tous les citoyens âgés de 25 ans qui possèdent les connaissances de l'instruction primaire.

» La loi électorale établit l'étendue et le programme des connaissances requises, la manière de les constater ainsi que les catégories de personnes qui sont présumées les posséder.

» Jusqu'à la mise en vigueur de cette loi, les dispositions qui, sous ce rapport, régissent actuellement les élections provinciales et communales, seront appliquées aux élections législatives.

» La loi électorale détermine les conditions de domicile ainsi que les cas d'exclusion ou de suspension du droit de vote.

» Les dispositions de la loi qui règle ces divers objets ne peuvent être établies ou modifiées qu'à la majorité des deux tiers des suffrages dans chacune des deux Chambres, les deux tiers des membres de ces assemblées étant présents.

« Dès la promulgation des nouveaux articles constitutionnels, seront inscrits sur la liste des électeurs généraux pour la Chambre des représentants, et maintenus définitivement en cette qualité, à moins qu'ils ne se trouvent dans un des cas d'exclusion ou de suspension prévus par la loi électorale:

« 1° Tous les citoyens qui jouissent actuellement du droit de vote pour les élections générales, provinciales et communales;

» 2° Ceux qui ont été rayés des listes électorales, par application de la loi du 9 août 1889, ou qui figureraient actuellement sur ces listes s'ils n'avaient pas été exemptés par cette loi de la contribution personnelle. »

En adoptant ce texte, nous tiendrions grand compte des exigences du temps où nous vivons, des nécessités de la situation politique ; nous allierions l'esprit de conservation à l'esprit de progrès, en établissant sur ce qui existe ce qui doit fructifier plus tard ; nous échapperions à la révolution du suffrage universel, comme aux bouleversements d'innovations dont on ne peut prévoir les conséquences ; nous commencerions une évolution dont les effets se produiraient successivement, sans secousse, à mesure que se développerait la culture intellectuelle des populations.

FRÈRE-ORBAN.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTIJD VAN 1892-1893.

XXXIX.

Voorstel van den heer Frère-Orban, betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet.

Onder de vraagstukken die door de grondwetsherziening worden opgeworpen, is het gewichtigste alsmede het moeilijkste om op te lossen dit van het kiesrecht.

In de eerste plaats komt het eenvoudig algemeen stemrecht, zonder beperking noch uitsluiting, dat vurig verlangd wordt, vooral door hen die zich beschouwen als zijnde de behendigsten om de gemoederen der massa op te hitsen.

Zij verwerpen zelfs de voorstellen die ons werden voorgelegd en volgens welke het stemrecht geweigerd wordt aan degenen die om zekere oorzaken onwaardig zouden zijn het te bezitten.

Zij nemen niet aan dat zelfs eene volstrekte onwetendheid eene reden tot onbekwaamheid zou wezen.

Zij eischen het stemrecht als behoorende aan iederen man die ter wereld komt.

Velen van diegenen zelfs die trachten eenigermate hetgene zij altijd het algemeen stemrecht noemen te temperen, beroepen zich evenwel op hetzelfde grondbeginsel.

Zij erkennen de gebreken en gevaren van het algemeen stemrecht, maar trachten door ondoelmatige of theoretische middelen daartegen te behoeden; tot die middelen zouden behooren: een Senaat die de belangen vertegenwoordigt, waarvan de formule nog niet gevonden is, de evenredige vertegenwoordiging, die in deze gedachtenorde niets zou kunnen beletten, of eindelijk het volksreferendum, een beroep van het algemeen stemrecht tot het algemeen stemrecht.

't Is elders dat men waarborgen moet zoeken tegen een regiem waarvan men de gevaarlijke zijden erkent.

Sedert de herziening aan de orde van den dag staat, heeft het algemeen stemrecht, wel verre van aanhangers te winnen, in ons land veel grond verloren. Het schouwspel van hetgene gebeurt bij verschillende groote volken waar het bestaat, is niet geschikt om er toetreding voor te winnen. Het blijft steeds eene uitzondering in Europa en heeft geene uitbreiding gekregen, niettegenstaande het voorbeeld, of uit hoofde van het voorbeeld dergenen die het aannamen. In Nederland, waar eene nieuwe kieshervorming op touw wordt gezet, wordt het door de verstandigste, door de meest vrijzinnige lieden verworpen. In Pruisen, waar men naar het schijnt de kieswetten zal moeten veranderen tengevolge eener onwerking van het belastingstelsel, verzekert men ten allen kant dat men het algemeen stemrecht niet invoeren zal, ofschoon het van kracht is bij de verkiezing voor het Duitsch Parlement, niet voor de gemeenten, waar het ergste en meest nakend gevaar zou ontstaan. Minder voorzichtig, minder beraden, zouden wij het ineens aannemen, zonder overgang een beperkt stemrecht door het meest uitgebreide vervangende. Zelfs zouden we niet wachten tot de proeven, die onder onze oogen genomen worden, geheel vervuld zouden zijn.

Het algemeen stemrecht, ofschoon sedert tamelijk lang bestaande in naburige groote landen, doch zich maar al te dikwijls uitende in vormen die, door zijne samenwerking en herhaalde medehulp de afschaffing der openbare vrijheden met zich voerden, na de rust in gevaar gebracht te hebben, is er nog zeer verre af al zijne uitwerkselen opgeleverd te hebben. Zelfs vangt het eene omkeering aan die samentrest met eene nieuwe inrichting en eene goed gekenmerkte strekking der werkersmaatschappijen.

Om ons hier in te lichten, is het voldoende te herinneren wat diegenen willen die op trotsche en dreigende wijze het eenvoudig algemeen stemrecht eischen, wat voor hen slechts een middel is tot het verwezenlijken hunner ontwerpen.

De bijzondere, industrieële eigendom moet afgeschaft worden. Het collectivisme moet tot stand komen.

« De bodem, de huizen, de werkplaatsen, de fabrieken, de kapitalen van allen aard, al de gereedschappen des arbeids moeten overhandigd worden aan de gemeenschap, die er voor ieders welzijn door hare afgevaardigden over beschikken zal.

» De kapitalisten zijn dieven !

» Zij verrijken zich ten koste der werklieden.

» 't Is maar recht hun te ontnemen wat zij geroofd hebben.

» Wanneer wij meester zullen zijn, zegt men, zullen wij de gevangenhuisen openen om er de kleine dieven uit te laten en er de groote in op te sluiten, 't is te zeggen de kapitalisten, de burgers, enz.

« In afwachting moeten wij de gemeente veroveren, ten einde, in de maat van hetgene op dat gebied mogelijk is, onze plannen te verwezenlijken, tot de macht om wetten te maken ons toebehoore. »

Ziedaar eigenlijk wat men iederen dag lezen kan in de bladen der socialistische partij en dikwijls hooren in meetings, behalve op zulke oogenblikken

als men uit politieke geslepenheid de meest dreigende uitdrukkingen intoomt om niets anders meer te laten hooren dan eenen oproep voor het algemeen stemrecht.

Lieden, die wat al te veel vertrouwen hebben en te overdenkend zijn, antwoorden dat de socialistten hunne denkbeelden niet zouden kunnen verwezenlijken of dat daartoe zooveel tijd noodig zou wezen dat men er zich, weinig hoeft om te bekommeren. Na ons, zeggen zij, mag de wereld vergaan! Die verzekering is een borg welken men niet aannemen kan. De geschiedenis getuigt van feiten van dien aard, die wel is waar niet kunnende blijven bestaan, slechts voor zekeren tijd verwezenlijkt werden ten korte van onherstelbare rampen, allersmartelijkste ellende en schrikbarende onheilen. Overigens is het meer dan te veel, dergelijk wapen in de handen te laten van hen die ongezonde driften en begeerlijkheden aanhitsen, door de beloften en de hoop die zij de massa voor de oogen spiegelen, eene hoop welke aangemoedigd wordt door de dienstvaardigheid van onvoorzichtige blinden, die toegeven dat men ten minste rekening houden kan met de collectivistische leerstelsels. De persoonlijke eigendom bestaat of bestaat niet. Dat grondbeginsel duidt noch onderscheid noch vergelijk. Als men zegt dat men er iets van afnemen mag, dan geeft men ook toe dat men het volkomen afschaffen mag.

Voorzeker mag men op verre na niet al degenen die algemeen stemrecht willen en vragen, onder hetzelfde vaandel scharen. Een groot getal hunner verzet zich tegen den klassenstrijd welken het collectivisme meebrengt, welken strijd men wil doen losbarsten door de bezitsontneming na te jagen van hen, grooten en kleinen, nijverheidsbazen en handelaars, die kapitalen en arbeidsgereedschap in bezit houden. Maar de eenen zoowel als de anderen, te zamen en in denzelfden stap, gaan uit op de verovering van het zoo onwetend mogelijk stemrecht, waarvan ieder hunner hoopt zich meester te maken.

Zoo wij den toestand der gemoederen in ons land beschouwen, alsmede de voorwaarden waarin onze parlementaire partijen onderling verkeereren, dan moeten wij erkennen dat het algemeen stemrecht hetwelk men eischt, een werktuig van woeling en onlusten in onze gemeenten, evenals een werktuig van wanregeering, thans geene kans hoegenaamd heeft in eene onzer beide Kamers aangenomen te worden. Wij verwerpen het niet, volgens hetgene men van ons heeft gezegd, omdat het een sprong in de duisternis zou wezen; integendeel, voor ons is het een sprong in de volle klaarheid, een sprong in de onmacht en de wanorde.

Het stelsel der bewoning, waarvan wij thans de formule kennen, maar dat men nog niet beschouwen mag als het stelsel der Regeering, in den vorm waarin het ons wordt voorgesteld, schijnt maar door den achtbaren heer Beernaert aan de commissie voorgelegd te zijn omdat het beginsel waarop het berust het eenige is dat door de commissiën aangenomen zou zijn.

Maar in de commissie der Kamer, hebben de leden die het stemden dat maar onder allen voorbehoud gedaan, zonder verbintenis om het te handhaven en als eene voorloopige stemming. Uit onze laatste beraadslagingen blijkt dat de leden der Commissie niet voornemens zijn het als eene reden

tot niet ontvankelykheid te stellen tegen ieder voorstel hetwelk dat beginsel niet aannemen zou, en men heeft sterk aangedrongen opdat ik het vraagstuk zou onderzoeken, waarvoor, men heeft het verklaard, niemand een onverzettelijk besluit had opgevat.

Trouwens, het is klaar dat men voor eenen onoverkomelijken hinderpaal niets anders kan doen dan stilstaan. Ik heb gevraagd of de Regeering dat gevoelen deelde, en de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken heeft bevestigend geantwoord.

In die omstandigheden gaf ik toe aan den wensch die door mijne medeleden werd uitgedrukt en zet ik mijne denkbeelden uiteen over de middelen om het ons verdeelend ernstig vraagstuk op te lossen.

In eene nota, die de Commissie bevolen heeft te drukken, heb ik de redenen aangeduid waarom ik en mijne vrienden ons tegen het stelsel der bewoning verzetten. Om kort te kunnen zijn, kom ik daar niet op terug. Ik heb ernstige redenen om te denken dat zoomin bij de rechter- als bij de linkerzijde dat stelsel veel bijval ontmoet in de commissie van den Senaat. Wat daarvan ook weze, men moet erkennen dat gezien de verklaarde tegenkanting en de ernstige redenen waarop zij berust, het ontwerp in de Kamer niet de noodige meerderheid zou kunnen behalen.

Blijft nu de uitbreiding tot de algemeene verkiezingen van de wet van 1883, die tot hiertoe maar toepasselijk is op de verkiezingen voor gemeente en provincie.

Ik moet herinneren dat, na dikwijls herhaald te hebben dat men de wet van 1883 nog zou kunnen verbeteren en uitbreiden, en de gebreken verhelpen die uit hare toepassing zouden kunnen blijken, ik er het volgende bijvoegde :

« Ik veroorloof mij te denken dat wij moeten behouden wat wij bezitten, niet omdat het volmaakt is, niet omdat het vrij van alle critiek is, zelfs niet omdat men daardoor aan geen hoegenaamd gevaar of misbruik blootstaat; maar die wet zou eerlang het getal kiezers vier- ja vijfmaal zoo groot maken, indien men ze toepasselijk maakte op de algemeene verkiezingen, wat in de tegenwoordige omstandigheden een aanzienlijke uitslag zou wezen. Wij verdedigen die wet, omdat zij bestaat, omdat zij beproefd werd, omdat zij niets in gevaar heeft gebracht, omdat zij geen partijwerk is, maar wel een werk waaraan iedere partij medegearheid heeft. Ik wensch oprecht dat men iets beters vinde en wacht daartoe op de beraadslagingen der toekomstige Kamers. »

Reeds sedert lang zijn die beraadslagingen geopend. Wat mag men er uit afleiden?

Het betere werd niet gevonden; geen stelsel hoegenaamd kan de noodige meerderheid vereenigen, en ik moet bekennen dat in de tegenwoordige omstandigheden het door mij vooruitgezet denkbeeld, ofschoon het meest practische, toch zonder wijziging op geenen beteren uitslag mag hopen dan de andere.

Verandert de parlementaire toestand niet, dan hebben wij eenen betreurenswaardigen staat van zaken in het verschieft. De herziening zou niet

kunnen geschieden en de Regeering evenals de Kamers, meerderheid en minderheid, zouden blijken door onmacht getroffen te zijn.

Het hulpmiddel dat het in de huidige omstandigheden wellicht gevaarlijk ware te zoeken in eene ontbinding, die aanleiding geeft tot woelingen en onlusten, zou mogelijk door dat middel niet verworven worden, en zoo ja, dan ware het om eenen politieken toestand in 't leven te roepen die niet zonder gevaar zou wezen, vermits eene enkele partij bekleed zou worden met de volstreckte macht om de grondwetsherziening te doen.

Al degenen die hun vaderland liefhebben, moeten trachten dergelijke uitersten te vermijden.

Laat ons dus met vrijen en onbenevelden geest, met een doel van bevrediging en eendracht, onderzoeken of wij eene oplossing kunnen vinden in de thans bestaande wet.

Deze wet berust op twee hoofdbeginselen : het eene de cijns, het andere hetwelk verklaart dat het kiesrecht voor allen toegankelijk is, op voorwaarde te bewijzen dat men de kennissen bezit die men in de lagere school verwerft.

Deze voorwaarde is verklaarbaar, billijk, wordt onontbeerlijk gemaakt door den staat der verstandelijke ontwikkeling in ons land.

In 1880, datum van de laatste volkstelling waarvan men de uitslagen kent, waren er in België 464,478 meerderjarige burgers van 21 jaar, dus 30 ten honderd, en 429,609 meerderjarige burgers van 25 jaar, dus 32 ten honderd die niet konden lezen noch schrijven.

Sedert verbeterde de toestand min of meer door de optreding der nieuwe, eenigzins meer geletterde klassen, zooals wordt aangeduid door de verhouding der totaal ongeletterde miliciens, welke van 44 t. h. die ze in 1850, en van 21 t. h. die ze in 1880 was, op nagenoeg 16 t. h. is gedaald in 1890 en 1891.

Men mag, bijgevolg, dunkt mij, aannemen dat de verhouding van 32 t. h. ongeletterden, in 1880, tegenwoordig ongeveer 30 t. h. moet belooopen van de mannen die ten volle 25 jaar oud zijn.

Men heeft gezegd : indien er nog zooveel onwetenden zijn, aan wie is dat te wijten, tenzij aan hen die 't bewind zoo lang in handen hadden en het volk niet hebben onderwezen? Onrechtvaardig en ongegrond verwijt! Sinds vijftig jaar zijn in alle gemeenten scholen geopend ; de uitslagen bewijzen dat men achtereenvolgens veld heeft gewonnen op de onwetendheid, en men zou er nog meer gewonnen hebben indien men de vlucht door het onderwijs genomen, niet tegengewerkt had tot ons zelfs te bestrijden in de rangen der progressisten, toen wij het verplichtend wilden maken. Doch verwijtingen dienen tot niets : het feit bestaat, en dat is voldoende opdat men geene maatschappelijke zending toevertrouwe aan iemand die onbekwaam is om ze te vervullen.

Volgens het stelsel onzer wet, wordt de bekwaamheid om het ambt van kiezer te vervullen verondersteld door den cijns, of, buiten allen cijns, vastgesteld door de vorming van klassen van personen die er recht op hebben door hunne wetenschappelijke titels, hunne diploma's en getuigschriften

van volbrachte studiën, den stand dien ze in de samenleving bekleeden, de betrekkingen die ze vervullen, de kies- en andere mandaten welke men hun heeft toevertrouwd. In de reeds gedane en de mogelijk nog te verrichten opsommingen is ruimte genoeg om aan eene menigte burgers evenals aan de besten onzer werklieden het stemrecht te verleenen.

Eindelijk staat het den personen die in geene dier klassen begrepen zijn, immer vrij zich aan te bieden voor een examen over de elementen van het lager onderwijs.

Sinds eenige jaren wordt het examen aangevallen door de voorstanders van algemeen stemrecht. 't Is een gevolg van hun doel. Zij denken meer aan hetgeen zij wanen hun politiek of maatschappelijk belang te zijn dan aan hunnen plicht om te zorgen voor de opvoeding des volks. Zij behouden zich voor zulks later te beproeven.

Zelfs het examen der schoolprijskampen op welken zeer aanmoedigende uitslagen de aandacht der Kamer en die van den Minister van Openbaar Onderwijs onlangs werd gevestigd, kon hunne aanvallen niet ontgaan, hoewel de prijskampen van geene politiek verdacht kunnen worden. De naijver tusschen de scholen heeft voor gevolg dat er vele leerlingen de hoogste klas een tweede jaar blijven volgen; zoo zijn er wel 5,000, wat met het oog op de verkiezingen gelukkig is, vermits het bewijst dat de jeugd blijft leeren. Men is gewoon, jammerend over eene verschrikkelijke kwaal die al degenen onteert die er van aangedaan zijn, te zeggen: « Wie gedronken heeft zal drinken ». Wij, wij mogen met eene vertroostende verwachting zeggen: « Wie gelezen heeft zal lezen ». Het vooruitzicht om eens het genot van al zijne burgerschapsrechten te bekomen zal eene groote en heilzame prikkel zijn.

In een land waar men tolbeambte noch korporaal kan worden, zonder bij middel van een examen te hebben bewezen dat men voor die nederige ambten de noodige bekwaamheid heeft; in een land waar studiën zijn ingericht die tot alle, de nederigste zoowel als de verhevenste betrekkingen van het burgerlijk of openbaar leven voorbereiden, waar alle openbare en private bedieningen na een examen of een prijskamp worden verleend, mag men zich terecht verwonderen over die wilde bestrijding van een examen hetwelk gelegenheid geeft om te weten of de persoon die het onderstaan heeft de officieële zending welke het zake is hem in 't belang der samenleving toe te vertrouwen, met nut vervullen kan, of hij in staat is de daad te begrijpen welke hij verrichten moet, of hij, terwijl overal zoo oneindig veel reclame wordt gemaakt, de redenen welke hem moeten bewegen om zijne keus te beslissen, lezen en begrijpen kan.

Wel is waar, andere lieden die niet dezelfde drijfveer hebben, met eene welwillende bedoeling handelende, hebben het examen insgelijks aangevallen. Sommige hunner opwerpen zijn gegrond en men zou ze gemakkelijk kunnen aannemen; andere critieken verwarren de vragenlijst, die 't niet moeilijk zou wezen te verbeteren, met het programma zelf van 't examen; er zijn eindelijk andere opwerpen die gansch ongegrond zijn, want zij zijn enkel hieraan te wijten dat men het te bereiken doel niet voldoende begrijpt.

Men moet beginnen met duidelijk te weten wat men wil. Wij, wij willen 't grootste getal bekwame kiezers mogelijk. Wij willen dat het getal onbekwamen zoo gering mogelijk zij en wij dagen wie 't ook zij uit om te bewijzen dat onze wensch met het gezond verstand, de rechtvaardigheid en 't openbaar belang niet overeenkomt. Wenscht men 't getal kiezers zonder onderscheid zooveel mogelijk uit te breiden, en het examen daarom steeds gemakkelijker te maken? Zoo ja, dan is 't niet noodig naar middelen uit te zien om het te vergemakkelijken: men schaffe het liever eenvoudig af.

In de zedelijke orde, gelijk in de politieke orde, is niets of bijna niets hetzelfde, wil men integendeel aan 't examen een ernstig karakter behouden opdat men wete of de candidaat die het aflegt in staat is eens anders denkbeeld te verstaan, en het zijne uit te drukken, of hij de onontbeerlijke kennis bezit om de zending te vervullen waarmee 't geldt hem te gelasten, dan moet men erkennen dat het programma — de quaestie van de vragenlijst terzijde latende — op verre na geene onredelijke eischen heeft en slechts dient, zooals wij nooit ophielden te herhalen, om de onwetenden buiten te sluiten.

En 't is inderdaad zeker niet te veel gevraagd, de kennis te eischen van de eerste beginselen der moedertaal, namelijk bij middel van een dictaat te bewijzen dat men lezen en schrijven kan, verder dat men met de eerste beginselen der rekenkunde er van 't metrische stelsel alsook met die der aardrijkskunde, der geschiedenis van België en 's lands instellingen is vertrouwd.

Zonder aan te dringen op de gewaande moeilijkheden van 't examen, heeft men geklaagd over 't bedrog, de misbruiken, de kuiperijen waartoe het aanleiding zou geven. Men kan niet loochenen dat eene instelling van dien aard zich leenen kan tot laakbare practijken welke het noodig is te voorkomen; maar zeker is 't dat die practijken nooit een ander dan een plaatselijk en uitzonderlijk karakter hadden, en even zeker is 't dat hare bestrijders om hun verzet te steunen allerlei veronderstelde kunstgrepen hebben uitgedacht welke 't moeilijk zou zijn in 't werk te stellen, alsook kuiperijen die door de bestaande wetten belet worden, wat zij niet eens schijnen te weten. En het merkwaardigste van alles — indien mijn geheugen mij niet bedriegt, wat ik niet geloof — is dat er nooit iemand zich tot eene rechtbank heeft gewend met verzoek om bewijzen te mogen leveren; dat er nooit eene officiële klacht werd gedaan, noch ontvangen aangaande de feiten door de aan 't examen vijandige dagbladen medegedeeld, hoewel die feiten een zeer ernstig karakter hadden en door getuigen waren gezien. De waarheid is dat in de eene of andere gemeente, in 't een of ander kanton waar de kiesstrijd hevig en verbitterd was, waar de partijen aanzienlijke pogingen hadden aangewend om 't grootst getal mogelijk hunner partijangers naar de stembus te brengen de overwonnenen hunne tegenstrevers van bedrog hebben beschuldigd.

Dit alles, en nog vele andere dingen kan eene latere kieswet overigens regelen indien de bepalingen welke ik ga voorstellen worden aangenomen; en ik heb op den grondslag en 't programma des examens maar aangedrongen, omdat ze eene der hoofdvorwaarden zijn zonder welke ze niet kunnen verwezenlijkt worden.

Verondersteld dat men mij zulks toegeve in de door mij aangeduide voorwaarden; dan zeg ik: Waarom zouden wij den cijns niet afschaffen?

De bijzonderste, schier de eenige beweegredenen waarop de heer Minister van Financiën zoo even nog drukte, welke zouden aanzetten om den cijns door de bewoning te vervangen, namelijk het bedrog en de processen waartoe het aanleiding geeft, de hinderpaal die hij voor de herziening en de omwerking der directe belastingen opwerpt, dat alles zou verdwijnen. Er zou geene de minste reden meer bestaan om te trachten den cijns te vervangen door het stelsel der bewoning, hetwelk overigens niet alleen dezelfde, maar nog andere even gegronde tegenwerpingen zou uitlokken, en het ware des te gemakkelijker zonder iemand te krenken er van af te zien, daar de sprong dien wij te zamen zouden doen het overbodig zouden maken.

De afschaffing van den kiescijns voortspruitende uit de belasting of de waarde der eigendommen zou eene aanzienlijke toegeving zijn aan de voorstanders van het algemeen stemrecht, en de nieuwe grondwettige tekst zou zooveel mogelijk hun tegenwoordig droombeeld nabijkomen door het recht van allen te erkennen met het lager onderwijs tot grondslag.

De socialistische partij zou ontwapend zijn; ze zou geen ander herkenningwoord meer hebben dan : plaats voor de onwetenden!

Al wie heden kiezer is zou het stemrecht behouden. Deze maatregel, welke slechts met het algemeen stemrecht nutteloos zou wezen, zou met ieder ander stelsel van uitgebreid stemrecht noodzakelijk zijn; hij zou voor de eerbiediging der verworven rechten zoo rechtvaardig, zoo wettig wezen, dat het niet mogelijk schijnt dat iemand hem betwisten kan, en hij is overigens onontbeerlijk om de oplossing welke ik betracht, mogelijk te maken.

Zelfs ben ik van gevoelen dat het noodig zou zijn de 17,000 werklieden die uit kracht der wet van 9 Augustus 1889 van de kiezerslijsten zijn geschrapt of die er op zouden gestaan hebben, hadde men ze van de personeele belasting niet vrijgesteld, er weer op te brengen.

De kiescijns voortaan verdwenen zijnde, zou het kiezerkorps uit drie elementen worden geworven : De personen behorende tot de klassen door de kieswet bepaald; de dragers van diploma's of brevetten, ten gevolge van hoogere, middelbare en lagere studiën bekomen, onder andere in de prijskampen van de hoogere afdeelingen der openbare of private lagere en aduultenscholen; de dragers van getuigschriften van 't bijzonder examen.

Hieruit kan men besluiten dat het noodig ware eene nieuwe kieswet te maken om de uitgestrektheid en 't programma der vereischte kennis, de wijze waarop de klassen van personen die verondersteld zijn ze te bezitten kunnen erkend worden, te bepalen, om de gevallen van berooving of opschorsing van het stemrecht wegens onwaardigheid of welke andere redenen ook te regelen.

Gezien de belangrijkheid en het waarlijk grondwettig karakter der op te lossen vraagstukken, en ten einde aan de minderheid waarborgen te geven, denken wij dat zulke wet maar mag gemaakt en gewijzigd kunnen worden bij middel van de twee derden der stemmen in de Kamer en den Senaat, en op voorwaarde dat de twee derden van de leden der Kamers aanwezig zijn.

Die wet, welke om 't even in welk stelsel onvermijdelijk is en moeilijker en meer ingewikkeld zou zijn indien de voorstellen welke men ons gedaan heeft haar tot grondslag moesten dienen, zou de toepassing der herziening

kunnen tegenhouden of onbepaald doen verschuiven, en zou alzoo alle vraagstukken onbeslist laten, wat in de ernstige-oogenblikken die wij beleven een groot bezwaar zou zijn.

Neemt men 't regiem aan hetwelk ik voorsta, dan is er middel om dat gevaar te weren, vermits het, tot grondslag hebbende de kieswet welke voor de provincie en de gemeente van kracht is, het voldoende is de kieswet ook op de algemeene verkiezingen toepasselijk te maken tot dat de nieuwe wet gestemd zij, zoodat de herziening der Grondwet op dat punt voor goed zou verwezenlijkt zijn.

De text van het nieuw artikel 47 der Grondwet zou luiden als volgt :

« ART. 47. — De Kamer van Volksvertegenwoordigers bestaat uit de afgevaardigde rechtstreeks verkozen door alle burgers die 25 jaar oud zijn en de kennis van het lager onderwijs bezitten.

» De kieswet bepaalt de uitgestrektheid en 't programma der vereischte kennis, de wijze om ze te erkennen alsook de klassen van personen die verondersteld worden ze te bezitten.

» In afwachting dat die wet van kracht zij, worden de bepalingen die in dat opzicht de provinciale en de gemeenteverkiezingen tegenwoordig regelen, op de wetgevende verkiezingen toegepast.

» De kieswet bepaalt de voorwaarden van woonplaats alsook de gevallen waarin het stemrecht ontzegt of geschorst wordt.

» De bepalingen der wet die deze verschillende punten regelt, mogen noch gestemd noch gewijzigd worden dan bij meerderheid van de twee derden der stemmen in iedere der twee Kamers, de twee derden van de leden dier vergaderingen aanwezig zijnde.

» Zoodra de nieuwe artikelen der Grondwet afgekondigd zijn, zullen op de lijst der algemeene kiezers voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden gebracht en bepaald in die hoedanigheid worden behouden, tenware ze zich bevonden in een der gevallen van uitsluiting of opschorsing bij de kieswet voorzien :

« 1° Alle burgers die heden het stemrecht voor de algemeene, de provinciale en de gemeenteverkiezingen genieten ;

» 2° Degenen die van de kiezerslijsten zijn geschrapt, bij toepassing der wet van 9 Augustus 1889 of die heden op die lijsten zouden staan indien men ze bij die wet niet van de personeele belasting had ontslagen. »

Dien tekst aannemende zouden wij in eene ruime mate rekening houden met de eischen van dezen tijd, met de noodwendigheden van den politieken toestand, wij zouden de behoudsgezindheid aan den geest van vooruitgang paren, door op het reeds bestaande te vestigen wat later vruchten dragen zal; wij zouden ontsnappen aan de omwenteling van 't algemeen stemrecht alsook aan de omverwerpende nieuwigheden welke gevolgen het niet mogelijk is te berekenen; wij zouden eene evolutie beginnen welke achtereenvolgens, zonder schokken en naarmate de verstandelijke ontwikkeling onzer bevolking zich zou uitbreiden, hare gevolgen hebben zou.

FRÈRE-ORBAN.